

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1800

[2009/202174]

**30 AVRIL 2009. — Décret portant des mesures de simplification administrative en matière d'action sociale et de santé (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Les §§ 1<sup>er</sup> et 3 de l'article 13 du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales tels que modifiés par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit et de la maison d'hébergement de type familial.

La maison d'accueil, la maison de vie communautaire, l'abri de nuit ou la maison d'hébergement de type familial peuvent demander une modification de leur agrément.

§ 3. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de modification, de suspension, de réduction et de retrait de l'agrément. »

**Art. 3.** L'article 10 du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément. »

**Art. 4.** L'article 8 du décret du 27 mai 2004, relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres" tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément. »

**Art. 5.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées, les mots "pour une durée de six ans" sont remplacés par les mots "pour une durée indéterminée".

**Art. 6.** La deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 16 du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées est remplacée par la phrase suivante :

« Cette évaluation doit se faire de manière régulière et au minimum tous les six ans. »

**Art. 7.** L'intitulé du chapitre IV du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE IV. — *De la procédure d'octroi d'agrément* »

**Art. 8.** L'article 20 du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées est abrogé.

**Art. 9.** A l'article 21 du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées, les modifications suivantes sont effectuées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots "de refus de renouvellement d'agrément" sont supprimés;

2° le § 7 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de procédure de retrait ou de suspension d'agrément, l'agrément du service est maintenu jusqu'à l'aboutissement de ladite procédure. »

**Art. 10.** L'article 46 du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées est abrogé.

**Art. 11.** L'article 8 du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le service d'insertion sociale dont la demande d'agrément a été refusée ou dont l'agrément a été retiré ne pourra introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément. »

**Art. 12.** A l'article 9 du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution les mots ", de renouvellement, de suspension" sont supprimés.

**Art. 13.** L'article 3 du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le Gouvernement fixe la procédure de demande d'octroi d'agrément.

L'agrément est octroyé pour une durée indéterminée. »

**Art. 14.** L'article 10 du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément. »

**Art. 15.** L'article 24 du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément. »

**Art. 15bis.** L'article 98 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 98. L'article 33 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art 33. Les fédérations de centres sont agréées par le Gouvernement selon les règles qu'il fixe." »

**Art. 15ter.** Au § 3 de l'article 69 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, le nouvel alinéa suivant est ajouté *in fine* :

« Le Gouvernement statue sur le recours dans un délai de trois mois de la proposition de décision. Le Ministre notifie la décision du Gouvernement à la personne ayant introduit le recours. »

**Art. 16.** Les services agréés dans le cadre des décrets modifiés par le présent décret avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés agréés, pour une durée indéterminée, n application du présent décret, à la date de son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les services d'insertion sociale visés par le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale dont l'agrément a été renouvelé pour une période inférieure à cinq ans, le présent décret s'appliquera à l'échéance du renouvellement de l'agrément.

**Art. 17.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon, 973 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 à 3.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.*

*Discussion - Votes.*

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1800

[2009/202174]

#### 30 APRIL 2009. — Decreet houdende maatregelen tot administratieve vereenvoudiging inzake sociale actie en gezondheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** De §§ 1 en 2 van artikel 13 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, worden vervangen als volgt :

« § 1. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een onbepaalde duur.

De erkenning bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtasiel en een opvangtehuis van het gezinstype.

Het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype mogen verzoeken om een wijziging van hun erkenning. »

« § 3. De procedures tot toekenning, wijziging, opschorting, inperking en intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd. »

**Art. 3.** Artikel 10 van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een onbepaalde duur.

De erkenning kan worden ingetrokken wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de bepalingen die krachtens dit decreet worden vastgelegd.

De procedures tot toekenning en intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd. »

**Art. 4.** Artikel 8 van het decreet van 27 juli 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten), zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een onbepaalde duur.

De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van de bepalingen van dit decreet of van de krachtens dit decreet vastgelegde bepalingen.

De procedures tot toekenning, opschorting of intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd. »

**Art. 5.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen worden de woorden "voor zes jaar" vervangen door de woorden "voor een onbepaalde duur".

**Art. 6.** De tweede zin van het derde lid van artikel 16 van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen wordt vervangen door volgende zin :

« Die evaluatie wordt regelmatig doorgevoerd en minstens om de zes jaar. »

**Art. 7.** Het opschrift van hoofdstuk IV van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen wordt vervangen door volgend opschrift :

« HOOFDSTUK IV - Procedure tot toekenning van de erkenning »

**Art. 8.** Artikel 20 van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen wordt opgeheven.

**Art. 9.** In artikel 21 van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "de weigering tot hernieuwing van de erkenning" geschrapt;

2° punt 7 wordt vervangen als volgt :

« In geval van procedure tot intrekking of opschorting van de erkenning behoudt de dienst zijn erkenning tot afloop van genoemde procedure. »

**Art. 10.** Artikel 46 van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 8 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur toegekend.

De erkenning kan worden ingetrokken wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de bepalingen die krachtens dit decreet worden vastgelegd.

De dienst voor sociale insluiting waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd of de erkenning ingetrokken wordt mag geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen in de loop van het jaar dat volgt op de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning. »

**Art. 12.** In artikel 9 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, worden de woorden "de hernieuwing, de opschorting" geschrapt.

**Art. 13.** Artikel 3 van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De aanvraagprocedure voor de toekenning van de erkenning wordt door de Regering vastgelegd.

De erkenning wordt voor een onbepaalde duur toegekend. »

**Art. 14.** Artikel 10 van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een onbepaalde duur.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van die welke krachtens dit decreet zijn vastgelegd.

De procedures tot toekenning en intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd. »

**Art. 15.** Artikel 24 van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, worden vervangen als volgt :

« Art. 24. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een onbepaalde duur.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van die welke krachtens dit decreet zijn vastgelegd.

De procedures tot toekenning en intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd. »

**Art. 15bis.** Artikel 98 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Art. 98. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 33. De centrafederaties worden volgens de door de Regering vastgelegde regels erkend." »

**Art. 15ter.** In § 3 van artikel 69 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt *in fine* het volgende lid ingevoegd :

« De Regering beslist over het beroep binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van het voorstel van beslissing. De Minister geeft de persoon die het beroep heeft ingediend kennis van de beslissing van de Regering. »

**Art. 16.** De diensten erkend in het raam van de decreten die bij dit decreet voor de inwerkingtreding ervan zijn gewijzigd worden voor een onbepaalde duur als erkend beschouwd met ingang van de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

In afwijking van het vorige lid is dit decreet, wat betreft de diensten voor sociale insluiting bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting waarvan de erkenning voor een periode van minder dan vijf jaar werd hernieuwd, van toepassing vanaf de vervaldatum van de hernieuwing van de erkenning.

**Art. 17.** De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering bepaald.  
Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD.

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 973 (2008-2009), nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.*

*Bespreking - Stemmingen.*

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1801

[2009/202218]

**23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment l'article 5, remplacé par le décret du 6 avril 1995;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière;

Vu l'urgence, motivée par le risque de vide juridique quant à la capacité d'action des agents de l'Unité Anti-Braconnage dès lors qu'ils seront transférés au Département de la Police et des Contrôles;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 mars 2009;

Vu l'avis 46.344/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinea 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'article 16 du Code d'instruction criminelle qui réserve aux gardes-forestiers la compétence de constater les infractions relatives aux atteintes aux propriétés rurales et forestières, à la chasse et à la pêche;

Considérant que n'est garde-forestier que le fonctionnaire de l'Administration forestière au sens de l'arrêté du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière;

Considérant que cet arrêté ne vise que des catégories d'agents au sein du Département de la Nature et des Forêts "DNF";

Considérant que depuis l'adoption, le 5 décembre 2008, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du Service public de Wallonie, les agents de l'Unité Anti-Braconnage "UAB" ne relèvent plus du "DNF", mais du Département de la Police et des Contrôles;